

RÉSUMÉ DU PLAIDOYER

Les multiples crises actuelles montrent que nous sommes à la fin d'un cycle et que nous avons besoin de réinventer de nouveaux modèles : chômage et contraction du pouvoir d'achat, déséquilibre de développement économique entre les territoires et entre villes et campagnes, biodiversité en péril et sols épuisés, croissance des maladies chroniques. Autant de signaux forts qu'il convient de prendre en compte.

Fermes d'Avenir ne prétend pas apporter une solution miracle à toutes les crises, mais une pierre à l'édifice d'une société différente, avec une approche systémique des enjeux. **Notre projet est ancré dans la réalité par une ferme expérimentale en Touraine et un réseau de fermes partenaires dans toutes les régions françaises.** Pour nous, il ne s'agit pas seulement de produire de bons fruits et légumes bio et de la viande labellisée, destinés à quelques citoyens privilégiés, mais de **rendre à l'agriculture sa capacité à générer des emplois** (directs sur les fermes, mais également des emplois indirects induits par les activités économiques et sociales sur le territoire), **à dynamiser le territoire, à permettre aux écosystèmes de fournir des services indispensables et gratuits** (pollinisation, sols régénérés, épuration et rétention de l'eau...), et enfin **à préserver la santé des producteurs et de tous consommateurs sans condition de ressources.**

Les Fermes dont nous parlons, qui peuvent être différentes sur leur orientation agricole, se retrouvent sur ces principes qui sont autant des pratiques très concrètes qu'un état d'esprit :

- Un lieu de production, à taille humaine, basé sur l'observation des écosystèmes naturels et locaux,
- Une production sous label biologique, sans usage des produits phytosanitaires chimiques,
- La régénération des écosystèmes et de la biodiversité en utilisant des pratiques agro-écologiques : rotation et diversité des cultures, y compris dans les variétés génétiques d'une espèce, préservation des variétés anciennes et locales, préservation des habitats de la biodiversité,
- Un ancrage local fort : vente locale privilégiée, ouverture au public, chantiers participatifs,
- Des solutions préfigurant une société décarbonée (pas ou peu de dépendance aux énergies fossiles : mécanisation limitée, constructions écologiques) et limitant les consommations d'eau,
- Des investissements réduits en capitaux financiers, au bénéfice de la création d'emplois,
- Un rôle de pédagogie sur les régimes alimentaires durables et le plaisir d'une alimentation saine,
- Une transparence sur les chiffres et les pratiques (temps de travail, budgets, production...),
- Une diversité des sources de revenus (vente directe, agro-tourisme...),
- Un partage équitable de la valeur créée sur le territoire,
- Une redécouverte possible des cultures variétales locales et leurs transformations (recettes mais aussi artisanat) en vue d'affirmer davantage les identités des territoires.

Outre ces principes, ces fermes de petite taille privilégient un fonctionnement en réseau pour permettre des mutualisations. Les petites parcelles peuvent être valorisées (de l'ordre de 1 à 2 hectares). Elles peuvent être situées en milieu rural ou dans des espaces urbains ou péri-urbains, sur des terrains peu ou pas pollués, et suffisamment proches les unes des autres pour pouvoir interagir facilement.

LE PLAIDOYER FERMES D'AVENIR : SES OBJECTIFS, SA MÉTHODOLOGIE ET SES PRINCIPES

Le plaidoyer Fermes d'Avenir répond à 2 objectifs :

- Établir un bilan quantitatif et qualitatif des bénéfices de fermes maraîchères bio diversifiées et peu mécanisées, qui appliquent des pratiques agro-écologiques et s'inspirent de la permaculture,
- Proposer des leviers d'action pour les décideurs privés et les élus afin d'accélérer la mise en place de nouveaux projets. Nous souhaitons interpeller les décideurs sur l'urgence de faciliter les conversions et créations de fermes pour une agriculture plus résiliente.

Pour cela, nous rendons visible le poids mutualisé des impacts négatifs du système actuel et nous présentons les bénéfices d'un nouveau modèle, selon 6 familles « d'externalités » associées au système agricole.



**RENDEMENT
AGRICOLE**



ÉCONOMIE



EMPLOI



ENVIRONNEMENT



SANTÉ



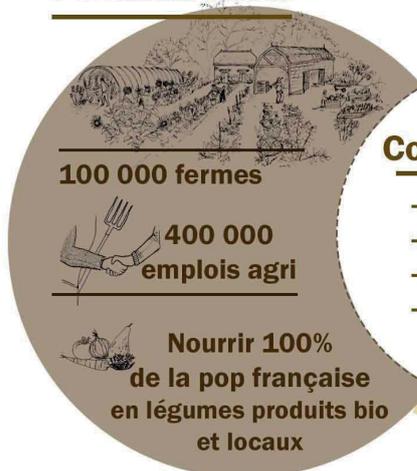
**SOCIAL ET
ÉDUCATION**

Pour chacune d'elles, nous avons exploité plusieurs sources d'information. Nous nous sommes basés sur les données observées sur les fermes (la Bourdaisière en Touraine, la Ferme des Rufaux, et des fermes comparables en maraîchage bio sur petite surface). Une recherche bibliographique française et internationale nous a éclairés sur les méthodes de mesure des externalités et la philosophie qui les entoure, ainsi que leurs modélisations économiques. Enfin, nous nous sommes appuyés sur des entretiens avec des experts et des témoignages d'acteurs sur le terrain (30 personnes parmi les membres du comité scientifique de Fermes d'Avenir, bureaux d'études spécialisés, élus locaux, chaires académiques, acteurs des filières agricoles et de la distribution).

Nous présentons un scénario réaliste qui tient compte d'éléments de contexte souvent défavorables, à horizon 2030 : des acteurs agricoles non alignés sur cette ambition (syndicats, organismes de formations, structures d'accompagnement), des lobbys poussant des intérêts économiques divergents, des engagements politiques hétérogènes, un manque de compétences et de connaissances sur l'agro-écologie, un manque de financement orienté vers une agriculture durable, un pouvoir d'achat contraint qui rend la demande peu solvable, le métier d'agriculteur peu attractif.

Par ailleurs, nous sommes particulièrement vigilants à choisir les hypothèses les plus prudentes et à comparer ce qui peut l'être.

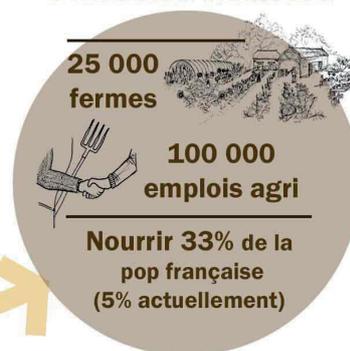
Potentiel idéal:



Contre courants

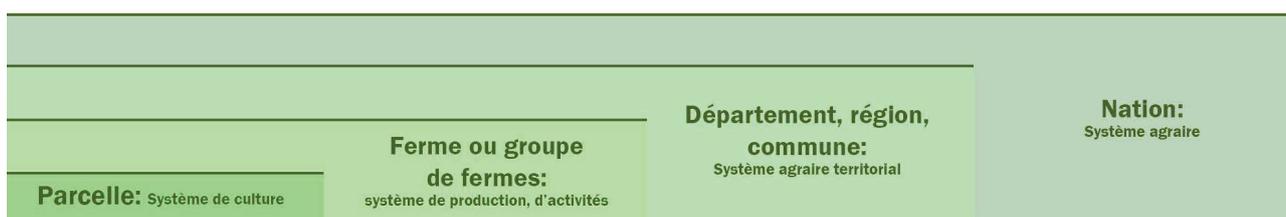
- Financements
- Compétences
- Gouvernance
- Pouvoir d'achat

Potentiel réaliste:



Nous défendons la logique de système agraire, qui distingue différents niveaux d'analyses. Cette approche systémique englobe les pratiques agricoles, la gestion des écosystèmes cultivés, le tissu socio-économique à différentes échelles. A l'heure où l'on élabore des Projets Alimentaires Territoriaux, il redevient pertinent de regarder au-delà de la seule logique économique d'une exploitation, et en deçà de la vision par filière ou balance commerciale d'une nation.

La tentation serait grande de vouloir mesurer la valeur d'un sol sain, des variétés préservées, d'une eau de qualité. De telles études existent déjà, et ne font pourtant pas changer les pratiques. Nous cherchons donc dans le plaidoyer à répondre à ces 2 questions plus engageantes : « **quel acteur économique paye quoi aujourd'hui dans ses propres comptes à cause de nos pratiques agricoles ?** », et « **quel acteur pourrait économiser combien demain ?** ». Nous avons donc réalisé des projections à l'échelle de la nation, d'une région (la Lorraine), d'un département (la Moselle), et d'une ferme, à partir d'un nombre potentiel de fermes d'ici 2030, avec les coûts associés pour la collectivité, quand ils sont mesurables.



LES RÉSULTATS

1/ Un développement économique porté par la création et la conversion de fermes maraîchères

Sur notre premier terrain d'expérimentation, en culture maraîchère, nous observons qu'une activité peu intense en capital financier et forte en capital humain peut être plus pertinente que la mécanisation, la concentration des exploitations et le recours aux intrants, trop souvent brandis comme le passage obligé et la solution à tous les maux. Le secteur agricole a perdu 225 000 exploitations et 235 000 emplois en 15 ans, 40% des agriculteurs partiront en retraite d'ici 2020. Dans un contexte de chômage massif et structurel, avec un déficit croissant de notre production en fruits et légumes (légumes frais : 1 million de tonnes et 900 millions d'€ de déficit en 2013, fruits et légumes frais : 4 milliards d'€ en 2014), un modèle agricole maraîcher fortement créateur d'emplois est à privilégier.

Tenant compte de trois facteurs qui influent sur le volume de production légumière en France, nous considérons que le besoin en Fermes maraîchères est de :

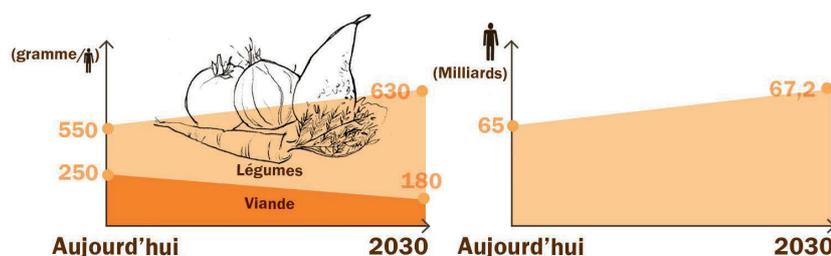
- **3 750 nouvelles fermes à court terme uniquement pour revenir à l'équilibre commercial¹,**
- **25 000 nouvelles fermes d'ici 2030 pour couvrir les besoins supplémentaires liés à un régime alimentaire moins carné et plus végétal conforme aux recommandations de l'OMS. Nous retenons les quantités proposées par le scénario AFTERRRES² et nous tenons compte de l'augmentation de la population.**

Ces chiffres tiennent compte d'un raisonnement réaliste, qui divise par 4 les quantités théoriques calculées à partir des 3 facteurs précités.

> 1 M de tonnes
> 900 M d'€

Retour à l'équilibre

Déficit de la balance commerciale
(en légumes frais)



Régime alimentaire plus végétal

Augmentation de la population

¹Hypothèse de Chiffre d'affaires de 30K€ pour un besoin de 900 M€ et des fermes de 2 ha.

²Scénario AFTERRRES de Solagro : propose des changements de pratiques agricoles l'horizon 2050, comme transition écologique de l'agriculture. Il propose un régime de consommation alimentaire moins carné et moins sucré.

Compte tenu de la répartition des exploitations maraîchères actuelles, nous complétons ce potentiel par la **conversion de 23 000 petites et moyennes fermes maraîchères existantes**. La conversion actuelle au bio (+17% d'exploitations engagées en bio entre 2013 et 2015) à un bon rythme nous laisse penser qu'une conversion progressive de toutes les petites exploitations maraîchères et la moitié des moyennes est réaliste. Nous ne tenons pas compte de la conversion des exploitations de grande taille pour rester sur un format de fermes vraiment comparable à Fermes d'Avenir.

Ces ordres de grandeur sont-ils réalistes ?

Oui car il s'agit de passer d'une SAU en surface légumière de 0,72% actuellement à 0,9% en 2030.

Oui car le nombre d'exploitations en culture légumière passerait de 30 860 actuellement à 55 800, soit un niveau équivalent aux années 1980.

2/ Un potentiel d'emplois locaux et non délocalisables : emplois agricoles et emplois indirects

La substitution des intrants de synthèse par des solutions et des pratiques naturelles, l'adaptation des pratiques à la typologie de chaque terrain, la faible mécanisation imposée par les petites surfaces requiert davantage de travail humain que les modèles d'agriculture conventionnelle, pour garantir l'atteinte des rendements importants. Sans oublier que les fermes sont ouvertes sur leur territoire et cultivent aussi le lien social sous différentes formes.

Ces nouvelles fermes maraîchères, ainsi que les conversions de fermes existantes, pourront générer en ordre de grandeur **160 000 emplois agricoles et 100 000 emplois indirects d'ici 2030**.

Pour calculer les nouveaux emplois agricoles :

Comparativement à la moyenne des fermes maraîchères, les Fermes d'Avenir sont **3 à 7 fois plus créatrices d'emplois**. Sur la base de l'observation des fermes du réseau, particulièrement impliquées dans la préservation de la biodiversité et des sols, et les valeurs constatées en maraîchage bio diversifié, nous retenons la valeur de **2 emplois à l'hectare**, soit 4 emplois par ferme. Ce ratio s'applique à la fois sur les nouvelles fermes et sur celles qui se convertissent.

Les pratiques de la permaculture nécessitent un temps de travail supérieur à la moyenne sur la surface cultivée.

L'une des particularités est le temps passé durant la première année à amender les sols (beaucoup plus long que de passer un engrais chimique au tracteur) et à recréer la biodiversité (planter des arbres et des haies, créer des nichoirs, des mares...). Notons également que les choix techniques de chaque Ferme d'Avenir sont déterminants sur le nombre d'heures travaillées. La Bourdaisière et la Ferme des Rufaux ont adopté une logique de récupération de matériel d'occasion et d'auto-construction qui limite le recours aux prêts bancaires, mais qui nécessite des activités supplémentaires. Les facteurs de risque dans les fermes sont l'épuisement lié au temps de travail et les postures de travail.

Pour calculer les emplois indirects (ateliers de transformation, activités autour des énergies renouvelables et du bâtiment, tourisme sur un territoire plus attractif, postes administratifs en campagne, commerces de village), nous retenons la valeur conservatrice de **1 emploi indirect créé pour 1 emploi agricole**³.

Nous considérons que le développement de ces fermes aura un effet négligeable sur les circuits de distribution traditionnels, les transports, l'industrie d'engins agricoles. En revanche, nous tenons compte d'une perte progressive d'emplois chez les grossistes et centrales d'achat, de l'ordre de 4 650 emplois.

Ces nouveaux emplois directs et indirects, mis en regard des dépenses de chômage, constituent une dépense évitée de près de **3,9 Milliards d'€ d'ici 2030**⁴.

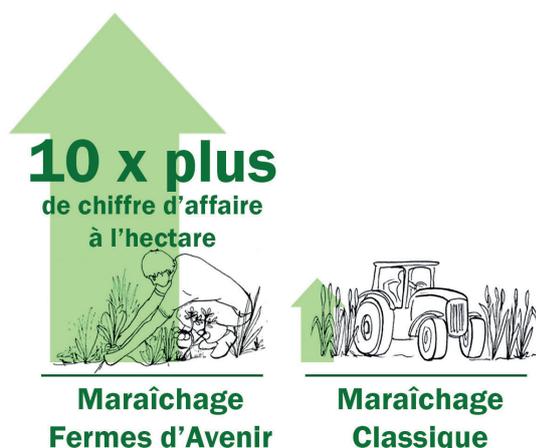
La création de valeur des nouvelles fermes sera de l'ordre de **1 Milliard d'€ d'ici 2030** du fait de l'activité économique agricole directe⁵.

³En cohérent avec le raisonnement du CIRED, qui a traduit le scénario ATERRES en emplois directs et indirects. Le fonctionnement en circuits ultra courts est peu générateur d'emplois.

⁴Valorisation d'un emploi créé : 15 000€.

⁵Valeur de production considérant un EBE à 20 000€, pour 25 000 fermes sur 50 000 hectares.

3/ Un modèle économique favorable aux agriculteurs



Dans les premières années d'installation, on observe une progression des résultats comparable au maraîchage bio diversifié en circuits courts. Puis la performance économique est nettement supérieure.

Les investissements sont trois fois inférieurs à la moyenne nationale en maraîchage : de l'ordre de 50 000 € hors foncier.

Le CA ramené à l'hectare est similaire à du maraîchage bio diversifié dans les premières années (de l'ordre de 25 000€), puis il peut dépasser 10 fois le CA du maraîchage classique, pour des fermes bien installées (plus de 10 ans d'expérience).

Ces résultats sont moins dépendants des subventions et plus stables car déconnectés de la variation des cours mondiaux. Les fermes évitent l'écueil du système agricole actuel qui vit sous perfusion : en 2014, 91% des exploitations ont reçu des subventions, avec un montant moyen de 34 500€ (7% des revenus pour les fermes en légumes). L'Agreste affirme que « sans prise en compte des subventions, 60 % des exploitations agricoles auraient eu un Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) négatif en 2014 »⁶.

4/ Le droit au mieux manger pour tous et son impact positif sur la santé

En matière d'inégalités de santé, les bons fruits et légumes bio et la viande labellisée ne peuvent être destinés uniquement à quelques citoyens privilégiés. **L'accès pour tous à une alimentation saine est un enjeu majeur.** Sur le plan social et sanitaire, le cercle vicieux est clairement établi entre la pauvreté, la mauvaise alimentation, les pro-

blèmes de santé et la désocialisation. Les personnes les plus fragiles font les frais de la malbouffe et d'un accès trop coûteux et trop compliqué à des produits sains. Les inégalités sociales de santé (ISS) ne cessent d'augmenter en France depuis 20 ans. Entre les deux extrêmes de l'échelle sociale, des différences d'un facteur 2 à 3 sont observées pour plusieurs indicateurs de santé, et pour la plupart des pathologies en lien avec la nutrition, obésité et diabète en particulier.

Nous pensons que le modèle de Fermes d'Avenir peut contribuer fortement à la prévention de maladies fortement liées à l'alimentation, en particulier l'obésité et ses conséquences (maladies cardio-vasculaires et diabète), et même si l'obésité est multifactorielle. En France, on observe 12% d'obésité et 31% de surpoids chez les Français. La fonction pédagogique des fermes, à travers l'accueil à la ferme (ateliers avec des enfants, portes ouvertes, distributions collectives, formations...) permettent aux citoyens de se reconnecter à la nature et de s'orienter vers une alimentation plus saine.

La production complémentaire de légumes par la création et conversion de fermes d'ici 2030 permettra de nourrir 22,2 Millions de français, soit 33% de la population en légumes bio et locaux.



L'absence de pesticides pour 33% des français, sur les légumes consommés, représente **une économie sur les dépenses de santé comprise entre 600 Millions et 2,6 Milliards d'€**⁷.

Si la contribution pédagogique permet d'éviter 1% des dépenses de santé liées aux conséquences de l'obésité, **l'économie réalisée serait de l'ordre 220 Millions d'€**⁸.

⁶Agreste 2015 : <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/comptes2015ricabspca.pdf>

⁷50% des coûts totaux des pollutions agricoles (15 et 64 Milliards d'€) sont liés à la santé.

⁸Le coût des pathologies liées à l'obésité en 2011 est estimé à 14,7 Milliards d'€ pour les maladies cardio-vasculaires et 7,5 Milliards d'€ pour le diabète. Cela représente 1% du PIB

L'accès pour tous à une alimentation saine nécessite également d'innover dans les pratiques :

Le recours aux circuits courts en vente directe (AMAP par exemple) rend le bio plus accessible qu'en distribution traditionnelle ou spécialisée (2 fois moins cher qu'en distribution spécialisée en bio). En cantine, la commune de Mouans-Sartoux a réussi à adapter des menus 100% bio sans surcoût par une démarche complète du champ à l'assiette (maîtrise de la production, adaptation des recettes, lutte contre les gaspillages, éducation au goût).

De nombreuses études explorent le lien entre l'exposition aux produits chimiques et la santé des agriculteurs. Elles démontrent qu'ils sont **davantage soumis aux cancers de la prostate et à l'altération des fonctions cognitives** et qu'ils présentent une **surexposition à la dépression**. Elles constatent également l'opacité et les conflits d'intérêts qui

entourent la commercialisation des produits phytosanitaires. A ces études s'ajoutent toutes celles qui concernent **l'impact des pesticides sur le développement du fœtus et de l'enfant⁹**.

5/ Un capital naturel préservé

Les pratiques des Fermes d'Avenir vont au-delà de la seule agriculture biologique : le non-usage de produits phytosanitaires est complété par des activités restaurant la biodiversité, un travail particulier des sols pour le régénérer, en évitant notamment l'usage d'engins mécaniques lourds, une forte diversité génétique des espèces cultivées, une régulation dans l'irrigation, une commercialisation en circuits courts et locaux. Ces pratiques constituent une contribution positive à la lutte contre le réchauffement climatique (l'agriculture représente 20% des émissions de Gaz à Effet de Serre en France).

La création de nouvelles fermes et la conversion de fermes existantes permettront de **protéger environ 80 000 ha** de Surface Agricole Utile des pollutions agricoles d'ici 2030. Compte tenu du coût actuel de ces pollutions, cela représente une dépense évitée de l'ordre de 20 à 80 Millions d'€, **au titre des dégâts sur les services écosystémiques et des fonds publics** pour réglementer et contrôler les substances dangereuses¹⁰.



La pollution agricole coûte entre de 500 à 2 300€/ha par an¹¹.

Une étude américaine a conclu en 2016 que dans des conditions de sécheresse sévère, qui seront croissantes avec le changement climatique, **les fermes biologiques ont un potentiel de haut rendement grâce à leur capacité de rétention d'eau dans le sol¹²**. En projection entre 2014 et 2039, les coûts des dégâts liés à la sécheresse sont multipliés par 3 (21 Milliards d'€), les coûts des inondations sont multipliés par 2 (34 Milliards d'€)¹³. La plupart des sols agricoles dégradés actuels n'absorbent qu'un à deux millilitres d'eau avant d'être immédiatement saturés en surface, alors qu'un sol sain peut absorber jusqu'à 300 ml.



⁹Revue Le Recherche, mars 2016, dossier spécial sur les pesticides et la santé

¹⁰CIRED : la pollution agricole française (eau, air, sol, les émissions de gaz à effet de serre, l'impact sur la santé humaine et les impacts sur la biodiversité et les paysages) coûte entre 15 à 64 Milliards d'€ par an

¹¹Coût de la pollution agricole française estimé entre 15 à 64 Milliards d'€ ramené à la SAU

¹²Organic Agriculture in the 21st Century, publiée dans Nature Plants, fév 2016

¹³<http://www.ffsa.fr/sites/upload/docs/application/pdf/2015-12/synthese-etude-changement-climatique-et-assurance-horizon2040-03122015.pdf>

Les caractéristiques des fermes sont favorables à la **lutte contre le réchauffement climatique et la dépendance aux énergies fossiles** : développement de l'agroforesterie qui améliore la séquestration du carbone, faible mécanisation, compostage ou utilisation des sous-produits locaux etc. Cependant il est très difficile d'« internaliser » le coût de toutes les émissions de la chaîne « du champ à l'assiette » dans le prix d'une carotte - et d'inciter ainsi le consommateur et tous les acteurs de la chaîne de valeur à aller vers une alimentation et une agriculture « sobre en carbone ». En conséquence, nous ne cherchons pas à valoriser précisément (en €) leur plus faible empreinte carbone à la production, et potentiellement, leur contribution indispensable pour une alimentation « moins carbonée ».

6/ Une capacité à « nourrir le monde » en bonne voie

Les surfaces actuellement cultivées sont largement suffisantes pour nourrir les français et la planète, pour peu que l'on s'attaque **au gaspillage alimentaire** (30% des denrées sont jetées), et que l'on fasse évoluer progressivement **le contenu de l'assiette**. Une alimentation intégrant un peu moins de produits carnés et davantage de fruits, légumes et légumineuses permet d'agir conjointement sur les maladies chroniques et sur le réchauffement climatique.

Si la production actuelle de la Bourdaisière ramenée à l'hectare est équivalente à la moyenne nationale en maraîchage, en 2017, elle devrait doubler et se rapprocher régulièrement de la cible observée dans les fermes inspirées de la permaculture en vitesse de croisière, qui affiche un rendement au moins 5 fois supérieur à la moyenne nationale.

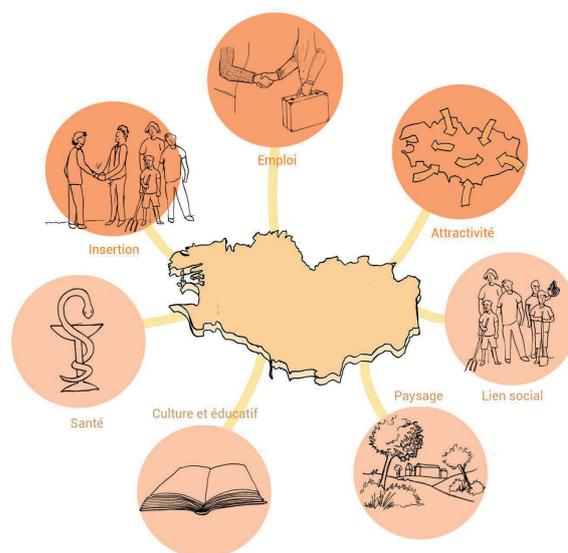
Régénération du sol : En 2 ans à la Bourdaisière, le taux de matière organique a été multiplié par 4³⁵.

Une centaine de variétés différentes sont plantées sur un hectare.

Un hectare consacré à la viande, au lait et aux œufs nourrit 5 à 10 familles. La même surface d'une ferme maraîchère bio diversifiée nourrit 25 à 50 familles, soit 5 fois plus de personnes.

Les performances agronomiques sont maintenant démontrées : les projets agro-écologiques permettent une **augmentation moyenne des rendements de 80% sur des sols sains** et assurent une meilleure résilience aux conditions climatiques perturbées³⁴. **La régénération des sols devient donc un enjeu majeur.**

7/ De réels bénéfices sur le capital social, humain, culturel :



L'agriculture redéployée en milieu péri-urbain est une façon de **rééquilibrer l'urbanisation excessive** et contribue fortement à **l'autonomie alimentaire des villes**. Dans la périphérie des petites et moyennes villes en perte de vitesse (départ des habitants et employeurs, centre-villes désertés, hausse du chômage, dégradation des installations ...), elle permet de recréer ou dynamiser des activités économiques nouvelles. Elle est l'occasion de développer l'agro-tourisme et d'offrir un cadre plus attractif pour des entreprises souhaitant s'implanter.

L'agriculture joue un rôle majeur dans **la préservation des paysages**, l'un des services écosystémiques qui contribue au **bien-être des habitants**, par la plantation de haies, de nichoirs, de bassins, l'entretien de chemins limitrophes des fermes et de zones de promenade.

De par son inspiration permaculturelle, une Ferme d'Avenir a vocation à **créer la rencontre et le dialogue entre différents publics**, dans tous les lieux qui jalonnent le parcours d'un légume du champ jusqu'à l'assiette. Du coup de main collectif dans la parcelle à la visite pédagogique, en passant par des ateliers de cuisine, les dégustations et repas partagés, ce sont mille occasions de croiser consommateurs, riverains, personnes en insertion, personnes âgées, écoliers, touristes ou futurs agriculteurs.

³⁴Rapport O. De Schutter : étude portant sur 286 projets menés dans 57 pays en développement sur 37 Millions d'ha.

³⁵Taux de matière organique est passé de 1,4% à 6,7%, soit 1,4 à 4 fois les valeurs nationales

L'**insertion des publics fragiles** est envisageable au moment de l'installation de la ferme pour la préparation des sols, l'installation des serres et bâtiments, la construction d'habitats de la biodiversité. C'est également compatible sur le long terme dans des ateliers de transformation.

Les fermes sont un **lieu d'appropriation du vivant par des urbains** qui cherchent à retrouver un lien perdu avec la nature, ou à montrer à leurs enfants comment pousse un

radis. Les visites et travaux à la ferme sont **l'occasion d'un (r)éveil du goût**, de retrouver des bonnes habitudes autour d'une saine alimentation. Accueillir des urbains à la ferme est enfin l'occasion de mieux comprendre la réalité du métier d'agriculteur, de faire naître des vocations, fort utiles pour assurer la relève des départs en retraite. Les fermes sont un lieu d'information et de formation des agriculteurs, néo-ruraux ou pas, à l'occasion d'un projet d'installation ou en quête de meilleures pratiques.



TÉMOIGNAGE AU COLLÈGE LE ROUMOIS (NORMANDIE) :

« Nous avons choisi de créer une mini-entreprise avec des élèves de 3ème, et nous avons créé une AMAP, pour proposer des légumes aux parents, en partenariat avec la ferme voisine. Les élèves ont travaillé sur la mise en place des contrats, la promotion commerciale, la participation aux cultures sur la ferme, la réalisation de nichoirs, la mise en place de la distribution chaque vendredi soir,

la réalisation de fiches sur les légumes et la façon de les cuisiner. Certains élèves sont en échec scolaire depuis des années, et ils ont adhéré tout de suite. Permettre aux enfants de s'épanouir, de s'émanciper, de développer des compétences qui ne sont pas évaluées au sein de l'école, ça leur apporte un peu d'assurance et de réussite».

LES PROPOSITIONS POUR MOBILISER TOUS LES ACTEURS

Même pour atteindre en 2030 un scénario réaliste, nous misons sur des changements de pratiques qui nécessitent dès maintenant une mobilisation des acteurs politiques et des acteurs privés. Malgré des signes positifs auprès de collectivités inventives dont les équipes sont particulièrement motivées, force est de constater que le système ne bouge pas assez vite (loi Biodiversité longue à se mettre en place, Plan Ecophyto 1 décevant, SAU en bio qui progresse mais reste marginale en valeur absolue). Pour développer cette nouvelle agriculture, les décideurs privés et publics peuvent agir sur au moins 4 plans :

- **LA DEMANDE – Renforcer la demande en produits sains et locaux**, par la commande publique exemplaire dans la restauration collective publique (cantines, hôpitaux...) et via les Projets Alimentaires Territoriaux.

La demande est également impulsée par les acteurs privés dans les entreprises agro-alimentaires et dans la grande distribution, qui peuvent jouer un rôle pédagogique auprès des clients (à la fois sur l'alimentation saine, mais aussi par une communication responsable qui va au-delà du « prix le plus bas »). Des partenariats de long terme peuvent être instaurés avec des agriculteurs. Toute entreprise privée peut enfin s'engager dans une politique d'achats responsables pour nourrir ses propres salariés.

- **LE FONCIER - Préserver les terres agricoles et limiter l'artificialisation** : par la gestion responsable des documents d'urbanisme (PLUi) et par la valorisation des réserves foncières disponibles pour les propriétaires publics et privés. Des incitations fiscales peuvent être définies au même titre qu'il en existe sur l'immobilier, tant pour les propriétaires privés individuels que pour les entreprises disposant de foncier à potentiel agricole (de nombreuses friches, même de petites tailles, peuvent devenir des fermes productives). Des opérations d'intérêt national, des démonstrateurs agricoles innovants (utilisant le biomimétisme, intégrant de l'agroforesterie) ainsi que la création de ceintures maraichères doivent être envisagés.

• **LE FINANCEMENT - Flécher les investissements et financements publics/privés** sur le développement des maillons manquants créateurs d'emplois et de valeur économique (ex : ateliers de transformation, légumeries, nouveaux métiers ou ingénierie sur les énergies renouvelables d'origine agricole), sur la recherche agronomique en production biologique et sur le low-tech, sur le soutien aux porteurs de projets (ex : subventions PAC gérées par les régions), sur des opérations de préservation du capital naturel (ex : programmes de compensation écologique, fonds de dotation ou d'investissement). Des supports d'investissement citoyens peuvent être stimulés.

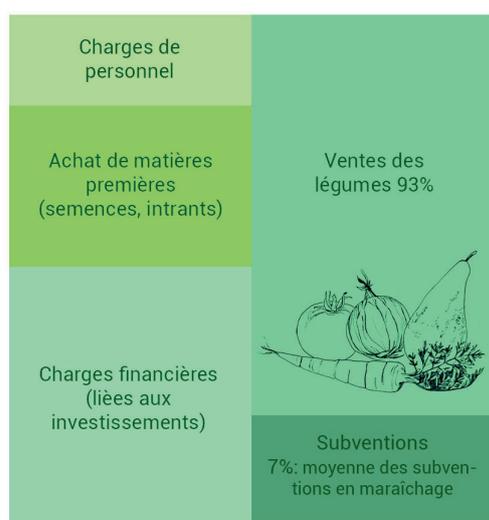
Les entreprises privées peuvent également s'impliquer de façon volontariste dans des programmes de soutien dès lors qu'elles ont bien compris leur dépendance à long terme au maintien du capital naturel et social. Les Paiements pour Services Ecosystémiques sont un premier dispositif, d'autres sont à développer.

• **LES COMPETENCES - Remplacer le « chimique » par le savoir** : Une démarche volontariste pour diffuser les compétences et techniques dans le secteur agricole et alimentaire est indispensable pour accélérer la transition : intégration de l'agro-écologie comme une brique majeure dans les programmes de formation tant pour les formateurs que pour les futurs agriculteurs, mise en place d'espaces-test, mise en partage des pratiques, communication positive sur une autre agriculture plutôt qu'un focus permanent sur la crise agricole.

LES PROCHAINES ÉTAPES, POUR ALLER PLUS LOIN

Nous ne prétendons ni à l'exhaustivité des analyses, ni à la perfection des calculs. Ces résultats constituent des ordres de grandeur, qui mettent en évidence les potentialités, les difficultés auxquelles nous sommes collectivement confrontés et les solutions que nous pouvons apporter.

Compta classique d'une ferme



+Pollution à traiter
+Coûts de santé
+Biodiversité altérée
+Émissions de GES

en «charges»

Compta complète à construire



Restauration/
Préservation du capital naturel et du capital social

en «recettes»

Le plaidoyer pose la question de la rémunération des services rendus par les agriculteurs (ex : préservation de la qualité de l'eau), indispensable pour fiabiliser le modèle économique des fermes. Pour cela, nous commençons à expérimenter une comptabilité innovante qui rend visible les coûts engagés pour la maintenance du capital naturel et du capital social, et qui permettra de chercher des sources de financement associées (nous explorons en particulier la méthode CARE). Il s'agit de connaître la réelle valeur d'une entreprise compte tenu de sa durabilité et de sa contribution à l'intérêt général. Ce sera une nouvelle étape pour marquer et faire reconnaître financièrement l'écart entre une agriculture de court terme et un modèle durable.

Ce travail est une première version, qui devra s'enrichir continûment des données nouvelles obtenues au sein du réseau Fermes d'Avenir, des travaux de recherche sur les pratiques agro-écologiques, des nouvelles expérimentations et de la maturation des pratiques. En particulier, si notre étude est essentiellement axée sur le maraîchage, elle devra être complétée par des analyses sur les cultures dominantes de l'agriculture française : grandes surfaces en céréales et oléagineux, élevage, ou polyculture.

DANS LA VERSION INTÉGRALE DU PLAIDOYER, VOUS TROUVEREZ :

- Les hypothèses de calcul associées aux chiffres-clés.
- Le détail des sources bibliographiques.
- D'autres références à des études nationales ou internationales sur les impacts des pratiques agricoles.
- L'analyse critique des méthodes de calcul d'impacts.
- La liste des personnes qui ont porté un avis sur le projet de Fermes d'Avenir en tant qu' élu national et local, expert de l'environnement, économiste, professionnel de la distribution, banquier, consommateur, etc.

CONTACTS :

FERMES D'AVENIR

Maxime de Rostolan

max@fermesdavenir.org

Pierre Pageot

pierre@fermesdavenir.org

AUXILIA CONSEIL

Hélène Le Teno

helene.le-teno@auxilia-conseil.com

Sophie Danlos

sophie.danlos@auxilia-conseil.com

Ce travail est soutenu par :



L'intégralité du plaidoyer est en accès libre  sur le site www.Fermesdavenir.org
